

« La France entre guerre froide et intégration européenne : la situation au milieu des années 1970 », 25-26 mars 2010

Matthieu Osmont

L'Institut historique allemand de Paris (IHAP) a accueilli les 25 et 26 mars 2010 le premier atelier du groupe de travail IHAP-RICHIE¹ sur « la France entre guerre froide et intégration européenne du milieu des années 1970 au milieu des années 1980 ».

Cet atelier marque le lancement d'un projet de recherche prévu sur deux ans et qui doit aboutir à la rédaction d'un ouvrage collectif en 2012. Les neuf jeunes chercheurs impliqués dans le projet présentaient ainsi l'état des lieux de leurs recherches et les perspectives de développement pour les prochains ateliers. Chacun avait pour mission de tirer un premier bilan sur la situation dans les divers secteurs étudiés au milieu des années 1970. À travers l'examen de différents dossiers-clés de la construction européenne et de la deuxième guerre froide, le groupe de travail tente ainsi de mieux comprendre les objectifs et les contraintes qui ont guidé la politique extérieure française entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980. Ce travail de recherche bénéficie également de l'ouverture de nouvelles sources d'archives sur la période étudiée, en particulier, les archives diplomatiques françaises et étrangères, ainsi que les archives des présidences Giscard d'Estaing et Mitterrand.

La conférence inaugurale de Piers Ludlow (London School of Economics & Political Sciences, LSE) a brillamment introduit les principaux enjeux du sujet. Piers Ludlow a ainsi rappelé la rareté des liens établis par la littérature historique existante entre construction européenne et guerre froide. Pourtant, les années 1970 fournissent de nombreux exemples qui témoignent de l'existence de ce type de liens. Ainsi, les deux dossiers principaux abordés dans le cadre de la Coopération politique européenne, créée en 1970, sont la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et le Moyen-Orient, deux dossiers qui sont au cœur des relations Est-Ouest. Le Conseil européen des chefs d'États, créé en décembre 1974, est une autre enceinte importante où les enjeux de guerre froide sont débattus. Ajoutons à cela que les années 1970 correspondent à un affaiblissement relatif des deux superpuissances et à l'émergence d'un monde multipolaire, dans lequel l'Europe unie a sa carte à jouer.

Toutefois, ces liens entre guerre froide et construction européenne ne sont pas si évidents et, s'ils existent, ils restent souvent discrets. Ainsi, ce sont bien les dossiers économiques qui dominent les années 1970 – ce qui renforce la tendance à percevoir la Communauté européenne comme une affaire économique et non politique. À la

¹ Réseau international de jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne. Pour plus d'informations sur l'association et pour obtenir un programme détaillé de l'atelier, voir le site <http://www.europe-richie.org>.

sortie des Conseils européens, l'opinion publique attend des réponses sur les problèmes énergétiques ou monétaires et non sur les relations Est-Ouest. Par ailleurs, les années 1970 correspondent à l'arrivée au pouvoir de responsables politiques qui ne parlent plus de guerre froide – la Détente est à l'ordre du jour – et pour lesquels l'Europe unie est un fait et non plus un objectif à atteindre – comme c'était le cas pour les « pères fondateurs » dans les années 1950. Les liens entre guerre froide et construction européenne existent malgré tout, mais ils relèvent du non-dit et il faut souvent les débusquer entre les lignes.

C'est ce qu'ont tenté de faire les différents chercheurs à travers leurs interventions. Celles-ci relevaient de champs de recherche différents. L'histoire économique était ainsi représentée par Marloes Beers (Cergy-Pontoise) dans son intervention sur la politique énergétique française et par David Burigana (Padoue) qui s'est intéressé à la France et l'innovation technologique dans les années 1970. Tous deux ont bénéficié des conseils d'Éric Bussière (Paris IV) qui a rappelé, notamment, que la coopération économique des Européens avec les pays d'Europe de l'Est était une façon « d'introduire le vers dans le fruit », en aggravant leur dépendance économique et financière vis-à-vis de l'Ouest. L'histoire politique, quant à elle, était au cœur de l'intervention de Valentine Lomellini (Padoue) sur le Parti communiste français et l'eurocommunisme et de l'exposé de Matthieu Osmont (Sciences Po – Artois) sur les diplomates français à la croisée des questions de guerre froide et de coopération européenne. Anne Deighton (Oxford) a commenté ces interventions et introduit des éléments de comparaison avec la situation britannique. Enfin, l'histoire des relations internationales était bien représentée à travers les exposés de Guia Migani (Padoue) sur la Communauté économique européenne (CEE) et les rapports Nord-Sud, d'Angela Romano (Institut universitaire européen (IUE) de Florence) sur la France et la CSCE, de Christian Wenkel (IHAP) sur l'*Ostpolitik* française dans les années 1970 et d'Emmanuel Murlon-Druol (IUE Florence) qui a comparé le Conseil européen et le G6-G7 au milieu des années 1970. Maurice Vaïsse (Sciences Po) a commenté ces exposés et a conclu la session de travail en insistant sur l'existence de liens implicites entre guerre froide et construction européenne au milieu des années 1970 – qui deviennent plus explicites avec la montée des tensions internationales à la fin des années 1970.

Les conclusions de cet atelier sont, par définition, provisoires et demandent à être affinées lors des prochaines sessions de travail. Cet atelier aura permis, tout du moins, de renforcer les liens entre des chercheurs travaillant sur des thématiques *a priori* assez éloignées les unes des autres et originaires de différents pays européens. Ainsi, certains axes transversaux, telle l'importance du rôle des acteurs politiques, économiques et administratifs et des relations interpersonnelles entre ces acteurs, ont pu être mis en avant. Ils ne demandent qu'à être approfondis lors des prochains ateliers.